



**Réunion annuelle des présidents et secrétaires généraux du CESE  
et des Conseils économiques et sociaux de l'Union européenne**  
*Paris, les 22 et 23 novembre 2021*

# La démocratie participative et son rôle pour rendre l'UE résiliente et à l'épreuve du futur

**la contribution du Comité économique et social européen et des Conseils économiques  
et sociaux nationaux à la Conférence sur l'avenir de l'Europe**

## CONCLUSIONS

*Les présidents et secrétaires généraux du Comité économique et social européen (CESE) et des Conseils économiques et sociaux (CES) nationaux de l'UE se sont réunis à Paris les 22 et 23 novembre 2021.*

*À l'issue d'un débat approfondi et riche, ils présentent les conclusions suivantes, qui traduisent un plein soutien en faveur d'une Conférence sur l'avenir de l'Europe qui soit ambitieuse et qui aboutisse à des résultats tangibles, afin de rendre l'Union européenne plus forte, à l'épreuve du futur et proche de ses citoyens. Pour cela, l'UE se doit d'être à l'écoute et agir en fonction des messages et des propositions de la société civile organisée, européenne et nationale.*

## Synthèse

1. Le Comité économique et social européen (CESE) et les Conseils économiques et sociaux (CES) nationaux considèrent que la sortie de la pandémie est une occasion pour **aller de l'avant et améliorer nos sociétés**, afin de créer une Union européenne plus forte, qui encourage la convergence par le haut, une meilleure cohésion et solidarité, gage d'une conscience citoyenne européenne renforcée. **Cette vision de l'Europe combine prospérité durable, justice sociale, inclusion et transition juste sur les plans écologique et numérique, tout en promouvant le respect des droits fondamentaux et de l'état de droit.**
2. Pour cela, l'Union européenne peut compter sur des **atouts essentiels** tels que son **vaste marché intérieur, sa base industrielle robuste, son rôle sur la scène économique internationale, une société civile florissante** et sur une **solidarité** sans précédent, démontrée par l'adoption du nouvel instrument pour la relance, **NextGenerationEU**. Le CESE et les CES nationaux soulignent l'importance d'impliquer de façon concrète la société civile organisée dans la mise en œuvre et l'évaluation des plans nationaux pour la reprise et la résilience. Ils insistent sur la nécessité de mettre au cœur de leurs politiques la dimension sociale et tout particulièrement le développement d'une Europe de la santé, dans toutes ses dimensions.

Le **pacte vert pour l'Europe**, avec pour objectif celui d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, constitue la nouvelle stratégie de croissance européenne, dont les principales missions doivent être axées sur la prospérité, la durabilité et la justice sociale. Dans le contexte de **la transition numérique**, il s'agit également de donner aux individus et aux entreprises les moyens de s'approprier un avenir numérique qui soit centré sur l'humain, durable et plus prospère. **Les vingt principes du socle européen des droits sociaux** sont les balises qui nous guident vers une Europe sociale qui soit inclusive et riche en perspectives.

3. À l'heure de reconstruire l'Union européenne et de la préparer au futur, **les partenaires sociaux et les organisations de la société civile, ainsi que le CESE et les CES des États membres, sont des acteurs incontournables.**

Le CESE et les CES des États membres de l'UE réaffirment leur **volonté de participer activement aux processus de conception, de formulation et de mise en œuvre des réformes actuelles**, pour que les politiques répondent parfaitement aux besoins et attentes des citoyens et pour créer un sentiment d'appropriation commune accru. Ils alertent sur la nécessité de renforcer les politiques publiques en faveur des personnes les plus vulnérables ainsi que sur l'indispensable convergence européenne en matière de politiques pour la jeunesse. Le CESE et les CES nationaux ont une profonde connaissance du terrain et constituent des forums permanents de dialogue civil sans égal, et qui présentent l'avantage d'offrir des **solutions basées sur le consensus** entre différentes parties prenantes.

4. Le CESE et les CES nationaux estiment que **la Conférence sur l'avenir de l'Europe est une opportunité historique** de créer une dynamique de relance du projet d'intégration européenne et de développer la démocratie participative. Ils considèrent que la Conférence sur l'avenir de l'Europe doit placer les Européens au centre des préoccupations, s'assurer que les citoyens et les organisations de la société civile des 27 États membres de l'UE participent aux débats et arriver à des résultats concrets, visibles et mesurables.

La Conférence doit s'appuyer sur **un processus transparent et ascendant et produire des résultats concrets**. Afin de garantir la transparence et la responsabilité, **un tableau de bord** en ligne doit être développé, permettant aux citoyens de savoir quelle suite est donnée à leurs demandes par les institutions de l'UE, si des réformes découlent de la Conférence sur l'avenir de l'Europe, et quel est le calendrier de leur mise en œuvre. Si aucune suite n'est donnée à certaines idées, les raisons doivent en être expliquées.

Le CESE et les CES nationaux, de par leur composition et leurs réseaux, sont particulièrement bien équipés pour **établir le lien avec les citoyens** et faire remonter leurs propositions aux instances dirigeantes de la Conférence. Il importe désormais de passer d'une vision commune à des actions concrètes portées par la société civile organisée européenne, clé de la confiance en l'avenir de l'UE.

---

## 1. L'Europe de demain: la vision du CESE et des CES nationaux

La relance devra remédier aux conséquences de la pandémie, et tenir compte des **défis et transformations** auxquelles nous sommes confrontés, tels que la double transition technologique et écologique, le vieillissement démographique et la mondialisation.

Nous ne pouvons pas nous contenter de rétablir la situation antérieure à la crise: nous devons **aller de l'avant**, restructurer et améliorer nos sociétés. Nos efforts doivent aller vers la création d'une Union européenne plus forte, qui encourage **la convergence par le haut et une meilleure cohésion et solidarité**. Cette vision de l'Europe combine **prospérité durable, justice sociale, inclusion et transition juste sur les plans écologique et numérique, tout en promouvant le respect des droits fondamentaux et de l'état de droit**.

À cette fin, les États membres doivent soutenir la **compétitivité** de l'économie européenne et des entreprises de toutes tailles et formes, en particulier les PME et l'économie sociale, ainsi que **l'entrepreneuriat**, ce qui devrait aussi permettre la création d'emplois de qualité.

Dans le même temps, l'Europe a besoin d'une **démarche sociale qui ne laisse personne de côté et qui combat la pauvreté**. Pour cela, nous avons besoin d'investissements infrastructurels et sociaux accrus, notamment dans la protection sociale et pour soutenir l'innovation et l'acquisition de compétences à l'épreuve du futur.

Nous devons notamment protéger **les personnes les plus vulnérables de nos sociétés**, qui ont particulièrement souffert de la crise liée au coronavirus (telles que les personnes handicapées et les personnes issues de l'immigration ou des minorités ethniques). Dans un esprit d'équité intergénérationnelle, une attention spéciale doit être accordée aux jeunes, qui méritent un avenir plus brillant. Le CESE et les CES nationaux se réjouissent de l'attention que leur accorde la Conférence sur l'avenir de l'Europe et que l'Année européenne 2022 leur soit dédiée.

Il sera essentiel de renforcer les **systèmes de santé** des États membres, d'améliorer encore la coordination en matière de santé à l'échelle de l'Union et de prévenir plus efficacement les menaces transfrontières pour la santé. L'UE doit faire preuve d'ambition, en ce qui concerne l'Union européenne de la santé et l'Autorité européenne de préparation et de réaction en cas d'urgence sanitaire (HERA).

Le CESE et les CES nationaux rappellent également l'urgence d'agir face à la **crise climatique**, causée par les activités humaines et qui affecte sans équivoque chaque coin de terre, de mer, et chaque parcelle d'air de la planète, avec pour objectif celui d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. L'économie du bien-être doit protéger les écosystèmes, préserver la biodiversité, assurer une transition juste vers un mode de vie neutre pour le climat et favoriser l'entrepreneuriat durable.

Enfin et surtout, l'Union européenne doit défendre **l'égalité entre les hommes et les femmes, la diversité, la paix, les droits fondamentaux, l'état de droit, la démocratie, le dialogue social et la gouvernance inclusive**.

---

## 2. Valoriser nos atouts pour réaliser notre vision commune

L'Union européenne peut compter, d'une part, sur des **atouts essentiels** tels que son **vaste marché intérieur**, sa **base industrielle robuste** et, d'autre part, sur une **solidarité** sans précédent, comme l'a démontré l'adoption du nouvel instrument pour la relance, *NextGenerationEU*.

Pour protéger ses **valeurs, le respect des droits fondamentaux et de l'état de droit** et défendre ses priorités, l'Union européenne doit également jouer un **rôle positif sur la scène économique internationale**. Elle doit atteindre une certaine autonomie stratégique ouverte et accroître les capacités de préparation aux crises et de gestion des crises.


Le **pacte vert pour l'Europe** constitue la nouvelle stratégie de croissance européenne, dont les principales missions doivent être axées sur la prospérité, la durabilité et la justice sociale. Le but est de transformer l'UE en une économie moderne, efficace dans l'utilisation des ressources et compétitive, garantissant la fin des émissions nettes de gaz à effet de serre d'ici à 2050, une croissance économique dissociée de l'utilisation des ressources, où personne n'est laissé de côté.

Une transition juste vers un mode de vie neutre pour le climat, la création d'emplois de qualité et la promotion de l'entrepreneuriat et de l'innovation durables, sous la forme notamment de l'économie circulaire et de l'économie sociale, seront essentielles à la prospérité de l'Europe.

Mener à bien **la transition numérique** est un autre grand défi, et il s'agit de donner aux individus et aux entreprises les moyens de s'approprier un avenir numérique qui soit centré sur l'humain, durable et plus prospère. La stratégie numérique de l'UE a pour objectif de faire en sorte que cette transformation profite à tous - aux citoyens comme aux entreprises, tout en aidant l'UE à atteindre son objectif de neutralité climatique d'ici 2050.

Enfin, **les plus grands atouts de notre Union sont ses citoyens et la société civile européenne**, qui doivent être placés au centre des politiques par un dialogue civil et social efficace et dotés des moyens de faire face aux changements qui s'imposent dans le contexte des doubles transitions. **Les vingt principes du socle européen des droits sociaux** sont les balises qui nous guident vers une Europe sociale qui soit inclusive et riche en perspectives.

Le CESE et les CES nationaux se félicitent que l'année **2022 sera «l'Année européenne de la jeunesse»**, ce qui renforce la nécessité que les jeunes contribuent aux débats liés à la Conférence sur l'avenir de l'Europe. Les jeunes ont été les plus touchés par la pandémie et ont vu leur taux de chômage et d'inactivité augmenter. Le CESE et les CES nationaux prônent des mesures qui se concentrent tant sur les politiques actives du marché du travail que sur l'éducation et les compétences. Également, la solidarité intergénérationnelle est un facteur clé pour aider les jeunes, tout en valorisant les aînés.



## NextGenerationEU et les plans nationaux de relance et résilience

L'UE se doit de poursuivre la dynamique positive et historique créée par l'adoption de *NextGenerationEU*, l'instrument temporaire de relance de plus de 800 milliards d'euros destiné à aider à réparer les dommages économiques et sociaux immédiats causés par la pandémie due au coronavirus.

La facilité pour la reprise et la résilience, pièce maîtresse de *NextGenerationEU*, soutient les réformes et les investissements entrepris par les pays de l'UE. L'objectif est de rendre l'Europe plus verte, plus numérique, plus résiliente et mieux adaptée aux défis actuels et à venir.

Le règlement de la facilité pour la reprise et la résilience souligne la nécessité de consulter tant les organisations de la société civile que les partenaires sociaux dans l'élaboration et la mise en œuvre des plans nationaux de relance. Néanmoins, il a été démontré que, jusqu'à maintenant, tel n'a pas été le cas<sup>1</sup>. Le CESE et les CES nationaux concluent que, dans la plupart des États membres, les consultations sont loin d'être satisfaisantes par rapport aux demandes justifiées de la société civile organisée. **Ils demandent donc d'associer de façon bien plus concrète la société civile organisée** au stade de la mise en œuvre et de l'évaluation des plans nationaux, en mettant en place des procédures plus formelles qui facilitent de véritables échanges.

### 3. La voix de la société civile organisée: élément essentiel pour façonner notre avenir commun

Depuis le début de la crise liée à la COVID-19, les organisations patronales et syndicales et les autres organisations de la société civile ont joué un rôle majeur pour atténuer les effets de la crise. Les exemples d'actions entreprises par la société civile européenne sont innombrables et témoignent de l'importance de leurs structures. Leur travail au pic de la crise de la COVID-19 a amplement contribué à préserver la cohésion et la stabilité de nos sociétés.

À l'heure de reconstruire l'Union européenne et la préparer au futur, **les partenaires sociaux et les organisations de la société civile, ainsi que le CESE et les CES des États membres, sont des acteurs incontournables.**

Le renouveau et la reconstruction socio-économique de l'Europe passe par l'implication réelle et concrète de toutes les composantes de la société, notamment dans les processus de conception, de mise en œuvre et d'évaluation des réformes.

Le CESE et les CES des États membres de l'UE ont une profonde connaissance du terrain et constituent des forums permanents de dialogue civil sans égal, et qui présentent l'avantage d'offrir des **solutions basées sur le consensus** entre différentes parties prenantes. Grâce à leur créativité et leur capacité d'anticipation, ils sont en mesure de développer des réponses adaptées aux défis du XXI<sup>e</sup> siècle et doivent jouer un rôle clé dans le processus de reconstruction.

Le CESE, associé au réseau des CES nationaux, est un interlocuteur privilégié pour partager avec les institutions européennes les bonnes pratiques des États membres et les meilleures solutions en matière de réforme.

Le CESE et les CES des États membres de l'UE réaffirment leur **volonté de participer activement aux processus de conception, de formulation et de mise en œuvre des réformes actuelles**, pour que les politiques répondent parfaitement aux besoins et attentes des citoyens et pour créer un sentiment d'appropriation commune accru.

Le CESE et les CES rappellent, par ailleurs, la nécessité de faire vivre **l'article 11 du TUE**, qui dans le cadre des dispositions relatives aux principes démocratiques, précise que «les institutions entretiennent un dialogue ouvert, transparent et régulier avec les associations représentatives et la société civile».

Ils comptent bien continuer à s'investir dans ce défi crucial, conscients du fait que la démocratie participative a besoin de corps intermédiaires pour impliquer les citoyens et les encourager à exprimer leurs points de vue dans tous les espaces civiques.

Il est primordial que l'Union européenne soutienne le rôle central joué par les partenaires sociaux et les organisations de la société civile dans la promotion et la défense de notre modèle socio-économique et de nos valeurs européennes, de la démocratie, des droits fondamentaux et de l'état de droit, contre le rétrécissement de l'espace civique. Il s'agit là du cœur du projet européen.

### 4. La Conférence sur l'avenir de l'Europe: une chance de construire un futur meilleur pour tous

Le CESE et les CES nationaux estiment que la Conférence sur l'avenir de l'Europe est une **opportunité historique** de créer une dynamique de relance du projet d'intégration européenne. L'aspect particulièrement innovant de ce projet est son objectif de se connecter avec les citoyens dans les 27 États membres.

Le CESE et les CES nationaux soutiennent fermement ce processus de développement de **la démocratie participative**. Ils considèrent que la Conférence sur l'Avenir de l'Europe doit placer les Européens au centre des préoccupations, se s'assurer que les citoyens des quatre coins de l'Europe participent aux débats et arriver à des résultats concrets, visibles et mesurables.

La Conférence doit s'appuyer sur **un processus transparent et ascendant et produire des résultats concrets**. Afin de garantir la transparence et la responsabilité, **un tableau de bord** en ligne doit être développé, permettant aux citoyens de savoir quelle suite est donnée à leurs demandes par les institutions de l'UE, si des réformes découlent de la Conférence sur l'avenir de l'Europe, et quel est le calendrier de leur mise en œuvre. Si aucune suite n'est donnée à certaines idées, les raisons doivent en être expliquées.

Le CESE et les CES nationaux, de par leur composition et leurs réseaux, sont particulièrement bien équipés pour faire le lien avec les citoyens et faire remonter leurs propositions aux instances dirigeantes de la Conférence. A cette fin, le CESE se félicite de sa participation dans les instances de la Conférence.

<sup>1</sup> Résolution du CESE, février 2021:

<https://www.eesc.europa.eu/fr/documents/resolution/participation-de-la-societe-civile-organisee-aux-plans-nationaux-pour-la-reprise-et-la-resilience-ce-qui-fonctionne-et>